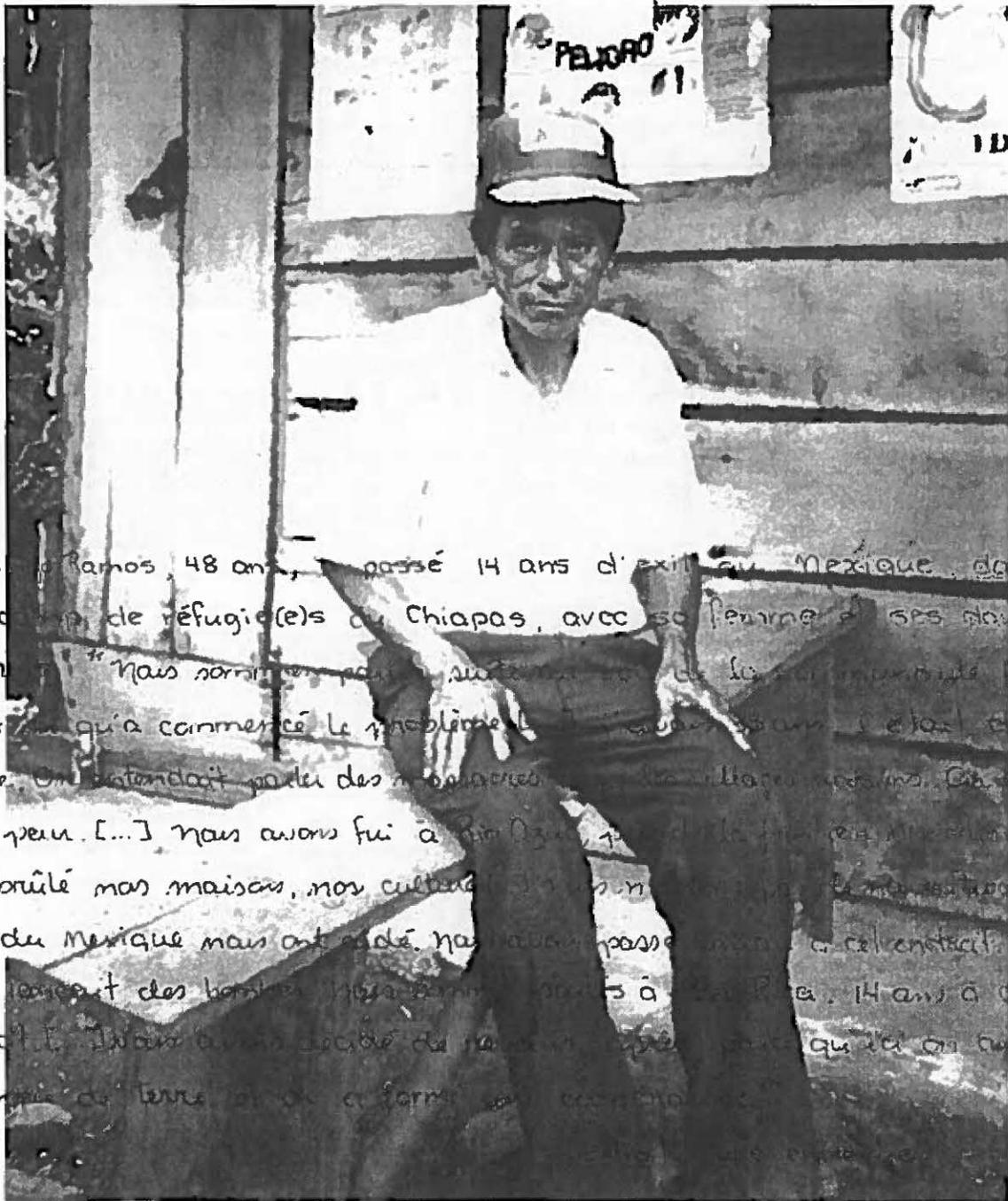


Projet Accompagnement Québec-Guatemala *Bulletin d'information*

BI-MENSUEL

Nov-déc. 1998, vol.5, No.16, Montréal, Qc



Daniel Ramos, 48 ans, a passé 14 ans d'exil au Mexique, dans un camp de réfugié(e)s du Chiapas, avec sa femme et ses onze enfants. "Nous sommes venus au Mexique à cause de la situation de la Guatemala [...] C'est là qu'a commencé le problème [...] quand ça a commencé à être difficile, on entendait parler des massacres [...] on avait très peu [...] nous avons fui à Chiapas [...] ont brûlé nos maisons, nos cultures [...] les gens du Mexique nous ont aidé, nous avons passé [...] nous voyait des bombes [...] 14 ans à cet endroit [...] un peu de terre et on a formé [...] "

texte et photo de Nathalie Aubut qui a accompagné le village de réfugiés retournés de Xoxlac

LA FIN DES RETOURS...

Une page se tourne dans l'histoire du PAQG

par Isabelle Gauthier

La fin des retours : une bonne nouvelle en cette grisaille de novembre, entre les constats horribles de l'ouragan Mitch qui a décapé l'Amérique centrale, le spectre de la corruption et la justice qui bat de l'aile au Guatemala... Une chose est certaine, après tout ce qui vient d'arriver, la solidarité avec le Guatemala est très importante.

Dans ce numéro vous trouverez un article de Roberto Nieto sur l'avenir du Projet Accompagnement, des nouvelles des membres du PA qui sont au Guatemala et des autres qui en reviennent, des nouvelles du Sud dans tous ses états, et des recommandations pour les membres du PAQG qui voudraient aider les victimes de l'ouragan. Nous avons aussi intégré à ce bulletin quelques articles du bulletin national du PA, notamment sur la privatisation du système postal au Guatemala et sur les travailleurs des bananeraies.

Le retour au pays des guatémaltèques réfugiés dans les camps du Mexique touche irréversiblement à sa fin. Ce processus a donné naissance au Projet Accompagnement en 1992 et poussé plus de 130 accompagnatrices et accompagnateurs du PA Canada à poser un geste de solidarité directe auprès des victimes de la répression au Guatemala.

Selon des chiffres de l'HCNUR (Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, août 1998) 39 499 réfugiés en provenance des camps du Mexique ont pris part aux retours collectifs et organisés vers le Guatemala. Toujours selon l'HCNUR, les derniers retours devraient avoir lieu d'ici décembre 1998 (prévision pré-Mitch!) et plus de 1 000 personnes y participeront. Les derniers retours prévus sont : un retour d'ARDIGUA vers la finca La Guardiania, Chimaltenango, dû pour le début novembre mais qui a été repoussé à

la fin du mois à cause de Mitch; un autre et dernier retour d'ARDIGUA (110 familles) qui est présentement en négociation pour l'achat d'une terre; et enfin un retour de CODEIC qui est aussi en négociation pour l'achat d'une terre.

Le retour au pays signifie pour ces guatémaltèques repartir à zéro sur des terres souvent peu fertiles et faire face à une étape aussi difficile que l'exil : la réinstallation et la réintégration à la vie sociale et productive de leur pays natal. Tous et toutes savent aussi très bien qu'une fois les retours terminés il y aura moins d'attention sur les communautés de retournés, tant de la part du gouvernement que des organisations internationales. Mais ils savent aussi qu'ils ont comme bagage les 15 années d'expérience d'organisation communautaire et politique pour pouvoir rentrer au pays, et cela leur donne la confiance qu'ils réussiront avec ou sans l'aide du gouvernement.

Entre 20 et 30 000 Guatémaltèques ont choisi de demeurer dans leur pays d'asile et de faire la demande d'un visa FM2 de résidence permanente. Pour plusieurs personnes, l'intégration à la société mexicaine est une option logique soit parce qu'elles y sont nées, que leurs enfants y sont nés ou qu'elles ont atteint des conditions de vie supérieures à celles qu'elles pourraient avoir au Guatemala dans le contexte actuel d'après guerre (et après Mitch on n'en parle pas!). D'autres ont choisi de ne pas rentrer à cause du manque d'appui et d'infrastructures offerts par le gouvernement guatémaltèque et parce que les conditions d'insécurité et d'impunité qui ont motivé leur fuite sont toujours en vigueur au Guatemala.

Face à cette réalité le Projet Accompagnement, comme la plupart des organismes d'accompagnement interna-

tional au Guatemala, a dû s'ajuster et se rendre à l'évidence que les communautés de retour (à l'exception de quelques unes) n'ont plus tant besoin d'accompagnement physique que d'accompagnement technique pour les aider dans cette nouvelle phase de réinstallation.

En septembre dernier les cinq régions du réseau canadien du PA se sont entendues pour fermer boutique au printemps 1999, devant l'évidence de la fin des retours et l'évolution du contexte guatémaltèque. Il est toutefois très clair pour ces groupes, que la solidarité avec le Guatemala doit continuer, même si l'accompagnement des réfugiés pour des raisons de sécurité est terminé. Selon Beth Abbott, coordonnatrice Nord-Sud du PA, le Projet A s'est construit à partir du travail de solidarité Canada-Guatemala qui a été fait depuis le début des années '80 et c'est dans cet esprit que les relations futures doivent s'établir, se développer et s'adapter aux nouveaux besoins; en bénéficiant de l'expérience du PA. Certains groupes du PA ont déjà commencé à mettre sur pied un nouveau réseau canadien de solidarité avec le Guatemala, d'autres groupes comme Oxfam-PA à Vancouver veulent profiter de l'expertise d'accompagnement physique du PA pour faire de l'observation au Chiapas, d'autres travaillent plus précisément sur les liens économiques Canada-Guatemala et la mondialisation des marchés. PA Québec pour sa part s'intéresse à l'accompagnement d'exhumations et de témoins des massacres lors des procès (voir texte sur l'Avenir du PAQG). En janvier 1999 neuf accompagnatrices et accompagnateurs du PAQG iront au Guatemala, pour offrir une dernière présence dans les communautés de retour. Toutefois certaines communautés de retour, où il y a des tensions ou des procès en cours, continueront à faire l'objet de surveillance internationale continue, comme la communauté Xaman.

Nous voudrions remercier toutes les personnes qui ont appuyé le processus de retour des réfugiés avec le PAQG (nous savons que ce geste a fait une différence!) et nous vous invitons à poursuivre la solidarité avec le Guatemala.

POSTES CANADA au GUATEMALA

L'IMAGE DU CANADA UTILISÉE PAR UNE COMPAGNIE GUATÉMALTEQUE

Par Lisa Roberts

La feuille d'érable est internationalement associée au Canada et il est fréquent de voir les voyageurs canadiens au Guatemala orner leurs sacs à dos de ce fleuron dans l'espoir qu'il leur procurera quelque immunité.

Toutefois cet automne, le drapeau canadien est apparu très souvent au Guatemala dans un autre contexte : dans d'énormes pages publicitaires des journaux locaux, pour vanter la toute nouvelle efficacité du service postal guatémaltèque. International Postal Services (IPS) a pris le contrôle du système postal le 17 octobre 1998. IPS est une compagnie guatémaltèque enregistrée au Bahamas, mais dont la supervision technique est assurée par Canada Post Systems Management Ltd. (CPSML), une compagnie dont Postes Canada est entièrement propriétaire. La stratégie cette fois-ci semblait être de présenter bien haut le drapeau canadien pour regagner la confiance des consommateurs-trices guatémaltèques. En tant que canadiens qui appuient les mouvements syndicaux, nous avons le devoir de surveiller les agissements des compagnies canadiennes à l'étranger et tout particulièrement, comme dans ce cas-ci, des compagnies d'État. Avant le mois d'octobre le service postal était sous la responsabilité du ministère des Communications guatémaltèque et les travailleuses étaient affiliées à un des trois syndicats, selon leur tâche. Maintenant il n'y a plus de syndicat au nouveau service *El Correo*.

Doug Meachem, du CPSML, dans un rapport au Syndicat canadien des postiers, mentionnait que les syndicats postaux guatémaltèques avaient été «impliqués de près (...) depuis le début du processus de négociation du contrat d'opération». Le syndicat des postiers canadiens aurait aussi rendu visite à Ottawa pour «obtenir plus de renseignements sur les agissements de Postes Canada et sur notre façon de faire des affaires».

Meachem en rajoute toutefois, «Postes Canada n'est pas directement impliqué dans ce contrat, et le contrat de service de CPSML ne lui donne pas de pouvoir décisionnel». CPSML va gagner plus de 5 millions \$ sur cinq ans avec ce contrat de supervision technique, et les quatre conseillers canadiens au Guatemala ne cachent pas leur haine des syndicats. Selon Wayne Mundle représentant national du syndicat des postiers canadiens «ça ferait l'affaire de Postes



Canada s'il n'était pas obligé de négocier avec les syndicats», «leur intérêt dans la privatisation c'est d'avoir une force de travail non-organisée qui travaille au salaire minimum et sans sécurité d'emploi. Postes Canada s'en donnera à cœur joie dans les pays contrôlés par des gouvernements d'extrême-droite qui ne respectent pas les droits des travailleurs et des travailleuses et où il n'y a pas de normes du travail.»

Les syndicats représentant les travailleurs et travailleuses de la poste et du télégraphe se sont entendus avec le ministère des Communications à l'effet que leur syndicat serait maintenu, et dans cet esprit ils ont donné leur accord pour que le contrat de service postal soit donné à une entreprise internationale. Le gouvernement a brisé cette entente, toutefois, en faisant aux syndiqués une offre de retrait volontaire avant l'entrée en service du nouvel opérateur. Un montant forfaitaire a été versé aux travailleurs et travailleuses, avec la promesse d'être réengagés à un salaire plus élevé; et les syndicats ont été brisés. 85% des postiers ont été

réengagés, mais à un salaire plus bas que ce qui était prévu. Beaucoup de ceux et celles qui n'ont pas été réembauchés étaient des représentants des syndicats.

«Ils ont divisé les représentants pour les faire plier» a déclaré Alberto Villar, secrétaire général de FENASTEG, une coalition de syndicats du secteur public. Selon lui, il faudra se battre pour réintégrer le syndicat dans *El Correo* : «Ça va être difficile, IPS ne veut pas des syndicats, parce que ça fait juste compliquer les choses». Villar ne voit pas d'un bon œil le fait qu'on ait manifestement essayé de cacher qu'IPS était une société guatémaltèque. Dans la couverture médiatique de la concession, IPS est présenté comme une «filiale de Postes Canada», c'est une décision de marketing, mais selon Villar, IPS veut aussi éviter les regards indiscrets. «Il faut que les gens sachent que les contrats de service et la privatisation ont profité à bien des bureaucrates et des membres du gouvernement» Villar précise que les syndicats n'étaient pas opposés à la modernisation du service postal. En fait, depuis 1995, le Syndicat de travailleurs des postes (STC) appuyait la création d'une société postale paragouvernementale qui aurait décentralisé le système postal et permis de générer plus de revenus. Mais finalement le gouvernement a négligé le système postal, la confiance des citoyens a diminué, et la privatisation a suivi.

Bien que ce soit la première fois que CPSML se charge d'opérer le service postal d'un pays entier, la compagnie a dirigé plus de 80 projets dans 40 pays, et a récemment fait une soumission pour obtenir le contrat de service du système postal de Trinidad et Tobago avec un financement de la Banque mondiale.

Le gouvernement a continué de subventionner le service postal local, mais les tarifs internationaux de *El Correo* ont augmenté de 400% - l'équivalent de ce que paient la plupart des canadiens.

photo: Catherine Mason



NOUVELLES DES ACCOMPAGNATRICES ET DES ACCOMPAGNATEURS

par l'équipe du Sud et le PAQG

Actuellement il y a trois personnes du PA qui font de l'accompagnement au Guatemala. Fort heureusement aucunE n'a souffert des effets de Mitch, à part quelques difficultés de déplacement à cause de l'état des routes.

Connie Berry (alias La Coni) d'Ottawa a accompagné le deuxième retour des CBRR à La Trinidad, Escuintla depuis le mois d'août, où elle a livré une guerre de basse intensité contre la population locale...de coquerelles. Elle est sortie de sa communauté pour une semaine, et y retournera ensuite.

Alvaro Vargas de Montréal vient juste de sortir de 3 mois d'accompagnement à San Rafael, Escuintla, une communauté organisée avec les CP Nord-Ouest. Connie, Alvaro et Isabelle Laroche (de Québec) avaient accompagné le retour à San Rafael, durant leur formation en août dernier.

Isabelle Laroche a terminé son séjour d'accompagnement à la mi-octobre. Elle a accompagné durant trois mois le groupe de femmes Mama Maquin, dans leur bureau de la capitale. Elle a aussi accompagné les femmes lors d'une sortie à Valle Rio Oxec, dans l'Alta Verapaz. Elle suit présentement une formation en « vacances bien méritées » et nous l'attendons bientôt au Québec pour nous parler de son expérience.

Patrick Richmond de Guelph, Ontario était le seul accompagnateur du PA à faire la formation du mois d'octobre au Sud. Après avoir repoussé son départ à cause de Mitch, Patrick a pris la route vers Quetzal III et IV, municipalité de Nenton, Huehuetenango. Patrick partagera son temps entre les deux communautés, ce qui implique qu'il doit faire à chaque fois une petite incursion en territoire mexicain. Les retournés de Quetzal III et IV sont très heureux-ses de recevoir un autre accompagnateur, après le départ de Sébastien Bois de Montréal.

Sébastien Bois, était le premier à accompagner cette communauté. Les gens étaient particulièrement impressionnés par Sébastien qui parlait *chuj* à la fin de son séjour. Sébastien est revenu à Montréal en octobre, après 4 mois au Guatemala. À son retour il a donné une série de conférences dans les polyvalentes de Trois-Rivières, sur la situation au Guatemala et il participe maintenant aux activités du comité d'éducation du PAQG. Il se cherche une job, il est content et enseigne le *chuj* à son chat.



NOUVELLES DU SUD

par Isabelle Gauthier

Voici les dernières nouvelles du Guatemala provenant de nos sources d'information :

L'OURAGAN MITCH DÉTRUIT L'AMÉRIQUE CENTRALE

Le Guatemala a été un des pays durement touchés par l'ouragan, qui aux dires des Nations Unies est «*la pire catastrophe naturelle du siècle en Amérique centrale*». Au Guatemala, le nombre des morts s'élève à 256, dont plus de 40 dans la capitale (chiffres du 9-11-98). Selon des chiffres du *Centro de estudios de Guatemala*, il y aurait 126 personnes disparues, 766 blessées, 104 000 évacués, 27 000 auraient trouvé refuge dans des abris et 750 000 personnes seraient dans une situation à risque. Selon Josue Perez, de la Coordination nationale pour la réduction des désastres (CONRED), les effets de Mitch ont touché près de 900 000 guatémaltèques, créant dommages et pertes. Les provinces d'Izabal, Zacapa et l'Alta Verapaz ont été les plus touchées.

Les routes du pays ont subi de sérieux dommages, à cause des inondations et des glissements de terrain. L'ouragan a arraché 28 ponts et bloqué complètement 30 routes importantes, empêchant non seulement les transports publics et commerciaux, mais rendant impossible l'accès aux communautés affectées. Le retour d'ARDIGUA vers la finca La Guardiania, Chimaltenango, prévu pour le début de novembre a été suspendu en raison de l'état de l'autoroute Panaméricaine reliant la ville frontière de La Mesilla à Chimaltenango. Les 75 familles sont pour l'instant rassemblées à Comitán, Chiapas et ont repoussé leur retour jusqu'à la fin du mois de novembre (au mieux).

Les dommages sont encore plus élevés au Nicaragua et au Honduras. Les autorités du Honduras reportaient au moins 7 000 morts et 12 000 personnes disparues. Au moins 2 millions de Honduriens (à peu près un tiers de la population) ont perdu ou ont dû évacuer leur maison. Au Nicaragua,

au moins 2 000 personnes auraient perdu la vie. L'ouragan a aussi détruit des maisons et causé des morts au Salvador, au Panama, et au Costa Rica.

Les experts évaluent que les effets de Mitch toucheront durement l'économie de la région. Plus de 15% de la prochaine récolte de café a été détruite. Sur la côte Atlantique du Guatemala, plus de 80% de la récolte de bananes a été détruite. Le gouvernement guatémaltèque a versé 3.1 millions \$ US pour venir en aide aux victimes et aider à la reconstruction, mais les groupes de la société civile craignent que l'argent n'aille pas toujours aux plus démunis et que le gouvernement profite de sa situation de «*généreux donateur*» pour se faire du capital politique pour les élections présidentielles de 1999; par exemple les boîtes de vivres qui sont distribuées portent une étiquette qui laisse clairement entendre qu'elles proviennent du gouvernement...

Amilcar Mendez du Front démocratique nouveau Guatemala (FDNG) a commenté le désastre et critiqué les politiques d'exclusion économique du gouvernement et des institutions financières internationales qui sont en partie responsables du taux élevé de mortalité et de destruction causé par Mitch. Selon lui, à cause du phénomène de marginalisation économique et politique, plusieurs guatémaltèques vivent dans des constructions très précaires, près des ravins ou sur des sols instables, et ces maisons sont facilement détruites lorsque surviennent des catastrophes naturelles.

Selon une analyse du Centro de Estudios de Guatemala (CEG), face à l'énorme tâche de reconstruction, il existe présentement une séparation entre les priorités d'appui aux secteurs affectés. D'un côté, les organismes financiers internationaux conditionnent les prêts monétaires afin qu'ils soient dirigés à réactiver l'économie, cela signifie que l'infrastructure économique et la production (routes, ponts, etc.) seront prioritaires et donc que les principaux bénéficiaires seraient les propriétaires des infrastructures de production du secteur agro-exportateur.

D'un autre côté, il y a l'aide à la reconstruction dirigée aux secteurs les plus affectés par le désastre : recours alimentaires, pour les maisons, infrastructure de santé et d'éducation. Selon le CEG, une telle dichotomie ne devrait pas exister (...) et il faut éviter qu'encore une fois les secteurs les plus pauvres soient ceux qui paient le prix des catastrophes naturelles.

LES COMMUNAUTÉS DE RETOUR APRES LE PASSAGE DE MITCH

(La zone la plus affectée est le département d'Izabal, où il n'y a pas de communautés de retour.)

Selon des informations de COMADEP :

- **PETEN** : les communautés de retour du Peten n'ont subi que peu de dommages.

Selon des informations de l'ACDP du vendredi 6 novembre :

- **NUEVA GENERACION MAYA**, Chancolin, Huehuetenango. La route est endommagée, mais la communauté n'a pas subi de pertes directes.

- **NUEVA LIBERTAD**, Fray Bartolome, Cahabon, Alta Verapaz Pas de dommages majeurs, mais l'eau est contaminée.

- **LA LUPITA**, Suchitepequez, Côte-Sud. Isolée à cause des routes endommagées, seuls les 4x4 peuvent y entrer. La récolte de maïs a été perdue. Besoin de nourriture et de médicaments.

- **EL CARMEN**, Côte-Sud : Isolée à cause des routes endommagées. La récolte de maïs a été perdue. Besoin de nourriture et de médicaments.

- **LA TRINIDAD**, Escuintla : Accès difficile. Perte de la récolte de maïs. Les maisons ont été affectées par les vents et la pluie. Ils sont revenus il y a seulement quelques semaines et le moral est au plus bas. Les maisons doivent être renforcées avec du bois pour remplacer le plastic. Besoin de nourriture et de médicaments.

- **NUEVA MEXICO**, Escuintla : Isolée à cause de l'état des routes. La récolte de maïs a été perdue ainsi qu'une grande partie de la récolte de café. Besoin de nourriture et de médicaments.

R É F O R M E S C O N S T I T U T I O N N E L L E S

Le 15 octobre, après un processus lent et difficile et sous la pression évidente de la proximité de la rencontre internationale d'évaluation du processus de paix, le congrès guatémaltèque a finalement approuvé une série de réformes constitutionnelles. Quatre d'entre elles découlent directement des Accords de paix de 1996 sur les changements constitutionnels et la réforme du système électoral :

- la définition du Guatemala comme une nation pluriculturelle, multiethnique et multilingue;
- la reconnaissance de la spiritualité, des coutumes et du vêtement traditionnel autochtone;
- la reconnaissance des 23 langues autochtones en usage dans le pays en plus de l'espagnol;
- régularisation du nombre de sièges au congrès.

D'autres réformes visent la reconnaissance des lois autochtones et obligent l'État à consulter les peuples autochtones au moment de prendre des décisions qui les concernent; l'établissement d'un service social comme option au service militaire obligatoire, le remplacement de la Garde présidentielle militaire (EMP) par un corps civil.

Finalement, ces réformes devront être ratifiées lors d'une consultation populaire prévue pour le mois de février 1999. Ce vote populaire est une bonne opportunité pour les groupes sociaux et politiques de mettre sur pied une vaste campagne d'information sur la question des Accords de paix et des changements constitutionnels.

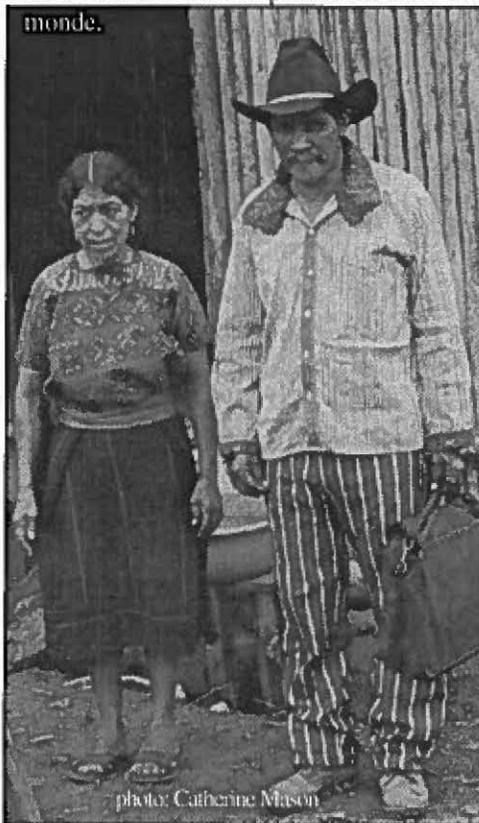
É V A L U A T I O N D U P R O C E S S U S D E P A I X

Le Groupe consultatif international (plus de 25 gouvernements et institutions financières, dont le Canada) s'est réuni du 22 au 24 octobre dernier à Bruxelles, avec des représentants du gouvernement guatémaltèque, de l'URNG et de la société civile pour évaluer l'évolution du processus de paix. À la fin de la rencontre, le groupe consultatif a réaffirmé son appui financier

(1.9 milliards \$ US échelonnés jusqu'en 2002), félicité le gouvernement pour la récente approbation de réformes constitutionnelles et encouragé le Guatemala à améliorer certaines zones grises comme le système fiscal et l'administration de la justice.

Les différents secteurs présents ont reconnu que globalement il y avait eu une amélioration en matière de pluralisme politique et idéologique, au niveau de l'élaboration de politiques publiques résultant de la concertation entre l'État et la société civile, et de l'épanouissement de certains secteurs sociaux marginalisés comme les femmes et les peuples autochtones.

Les pays donateurs ont toutefois manifesté leur inquiétude et ont rappelé au Guatemala l'urgence d'instaurer des réformes permettant d'en finir avec l'impunité (spécialement le cas Gerardi) et les violations de droits humains. Selon leur analyse, de nombreuses résistances retardent encore l'application du plan de paix, un des éléments les plus sérieux étant le manque de volonté politique du gouvernement pour affronter les secteurs économiquement puissants et procéder à une réforme du système de taxation, considéré comme un des plus inefficaces au monde.



R I O S M O N T T N E B R I G U E R A P A S L E S S U F F R A G E S

L'amendement des clauses constitutionnelles 186 et 281 visant à permettre à l'ancien dictateur Efraim Rios Montt de poser sa candidature comme candidat du FRG aux élections présidentielles, n'a pas été adopté par le congrès dans la foulée des réformes d'octobre.

Les clauses 186 et 281 empêchent une personne qui a participé à un coup d'État de briguer les suffrages au Guatemala. Le FRG et les partis de droite partagent le désir d'amender ces clauses, le FDNG offrant la seule véritable opposition, il faut prévoir que la question refera, tôt ou tard, surface au congrès. Il est clair que cette victoire n'est peut-être que de courte durée...

C A S G E R A R D I

Six mois après l'assassinat de Monseigneur Juan Gerardi, le procès a avancé de façon controversée, sans qu'aucune lumière ne se fasse de la part du ministère de la Justice. Le procureur de la justice Otto Ardon (ancien conseiller de l'armée) proclame toujours que le seul suspect est le prêtre allemand Mario Orantes (le propriétaire du chien Balu, qui a fait la une des caricatures dans tout le pays...) emprisonné depuis le 22 juillet. Pourtant, dès le début, plusieurs officiers de l'armée ont été dénoncés par le Bureau des droits humains de l'archevêché (ODHA), mais le procureur ne les a même pas interrogés.

La Conférence des évêques du Guatemala, la plus haute autorité de l'Église catholique au Guatemala a déclaré récemment que tout ce qui a été fait au cours des derniers mois autour du cas Gerardi, apparaît clairement comme une attaque préméditée contre l'Église catholique du Guatemala. Cette information a été confirmée dans le dernier rapport spécial sur le cas Gerardi de WCC/Gricar.

Sources : Cerigua, Centro de Estudios de Guatemala, WCC/Gricar, PA Sud.

Le premier retour d'ARDIGUA

par Marie-Hélène Côté

J'ai su à 24 heures d'avance que j'allais accompagner une pré-brigade d'ARDIGUA (Association de réfugiés dispersés du Guatemala) dans la préparation du premier retour de cette organisation. Bon, nous avons visité le bureau d'ARDIGUA à Guatemala lors de la formation, mais je sentais que je ne connaissais rien d'eux et surtout que je ne voyais pas vraiment en quoi ils étaient différents des CCPP (Commissions permanentes).

Nous avons visité la plantation de café nouvellement acquise (le 25 septembre 1997) avec quelques dirigeants d'ARDIGUA et des représentants de différents ONG et de CEAR. Tous étaient remplis d'enthousiasme: les fincas Buenos Aires et El Eden, dans le département de San Marcos, faisaient miroiter un avenir prospère, au cœur d'un véritable paradis terrestre, dans les nombreux yeux qui brillaient. Après le «tour du propriétaire», les gens, tous pressés de s'en retourner avant la tombée de la nuit, nous saluent rapidement et partent après nous avoir demandé, incrédules, si nous allions vraiment rester là-haut dans la montagne avec les 7 personnes venues surveiller la plantation.

Sans plus de présentations, nous avons commencé à partager le quotidien des nouveaux «retournés» et à leur expliquer pourquoi nous étions là. Une dizaine de jours plus tard, le reste de la pré-brigade (10 familles) est arrivé. C'est à ce moment-là que la question de l'accompagnement a été abordée. Comme c'était le premier retour d'ARDIGUA, ils tenaient à ce que des accompagnateurs internationaux soient présents, mais ils ne connaissaient pas bien le rôle et le mode de fonctionnement sur le terrain de l'accompagnement. Alors que j'allais donner des exemples tirés de l'expérience du PA avec les CP, quelqu'un m'a aussitôt coupé: «Nous ne sommes pas les CP...». En effet, j'en avais beaucoup à apprendre sur ARDIGUA et j'allais m'y appliquer au cours des deux prochains mois.

À chacune de leurs visites à la plantation, les dirigeants d'ARDIGUA prenaient le temps de discuter avec nous, de nous poser des questions. Ils insistaient sur le fait qu'ils ne voulaient pas de simples observateurs: ils voulaient que nous soyons des partenaires et que nous nous impliquions dans la communauté.

De notre côté, nous tentions de leur expliquer la position du PA par rapport à l'implication de ses accompagnateurs dans les communautés de retour. Ils nous ont confié quelques tâches comme distribuer aux retournés et leur expliquer des documents sur les accords de paix, la Commission de la vérité et le nouveau système économique qu'ARDIGUA allait implanter; effectuer un sondage auprès des femmes au sujet d'un futur projet de boulangerie-tortilleria; prendre des photos du chemin, qui était très mal en point pour recevoir une caravane de 60 familles, afin de les envoyer à CEAR; etc.

Les dirigeants d'ARDIGUA trouvaient l'important de nous informer de leurs projets et de leur «alternative au développement», l'entreprise populaire productive. Ce système de gestion fait en sorte que tous les membres de l'association paysanne (les femmes et les enfants compris) deviennent des associés à part égale. Ils se divisent les tâches, effectuent des rotations pour les accomplir et à la fin de la récolte du café, ils se partagent les bénéfices. Le système prévoit des récompenses pour les meilleurs travailleurs, mais cet aspect n'était pas encore bien défini. Le but de cette gestion est de «maximiser le développement non seulement économique mais aussi social et individuel» de la plantation et ils veulent l'appliquer à toutes leurs communautés de retour. Pour les appuyer dans la réalisation de leurs projets, les gens d'ARDIGUA ont mis sur pied en 1996 un groupe multipro-

fessionnel de consultants provenant de leur réseau de *compañeros*.

Ils ont semblé déçus que nous ne connaissions pas davantage l'histoire d'ARDIGUA avant de collaborer avec eux. C'est que leur histoire est particulière et on ne l'apprend pas durant la formation. Après qu'on m'ait fait quelques sous-entendus et après avoir posé quelques questions maladroites, j'ai appris qu'ARDIGUA a un passé révolutionnaire dont elle est fière: la plupart des paysans et apparemment tous les dirigeants auraient fait partie de la guérilla.

D'ailleurs, lors de mon séjour parmi eux, l'ambiance était à la joie de sortir de la clandestinité, d'apprendre les vrais noms des *compañeros*, d'un conjoint, de savoir de quelle région venait Untel. Il arrivait souvent qu'on appelât un dirigeant par son vrai nom et qu'il ne se reconnaisse pas, ce qui déclenchait le rire de tous. Dans le discours des paysans comme dans celui des administrateurs, les deux organisations se confondaient: «*mon nom d'ARDIGUA est..., mais mon vrai nom c'est...*». J'ai trouvé un peu bizarre et surtout dommage de ne pas avoir été mise au courant de cette «affiliation» durant la formation, d'autant plus que le PA est fier d'avoir entretenu de bonnes relations avec ARDIGUA durant les longues années où ils ne réussaient pas à organiser un retour.

Avant de partir pour le Guatemala avec le PA, je m'étais construite une idée plutôt vague de ce qui m'attendait là-bas, au fil de mon implication et à partir des récits de ceux qui m'ont précédée. Mon expérience s'est avérée assez différente de ce que

j'avais envisagé. En fait, je n'aurais pas pu imaginer ce que j'ai vécu et ce qui m'a touchée. Je n'aurais pas pu imaginer tous ces gens aussi extraordinaires qu'ils le sont.

Marie-Hélène Côté est revenue du Guatemala en mars 1998.

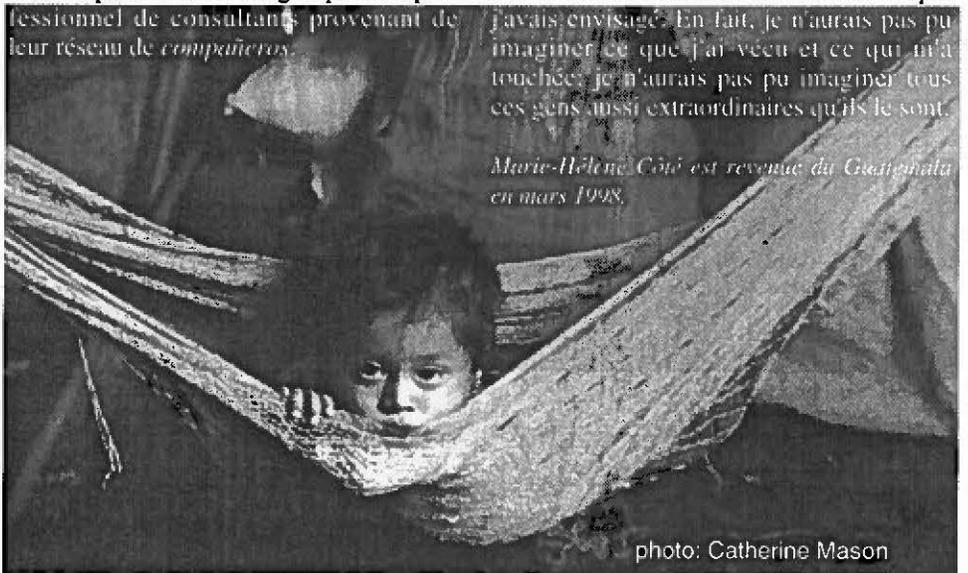


photo: Catherine Mason

Conflit de travail dans les champs de BANANES

Par Marion Traub-Werner

(Dans cet article le masculin est utilisé pour alléger le texte)

La banane, une des exportations les plus importantes du Guatemala et un produit gagnant dans les épiceries canadiennes, est au palmarès des conflits de travail au Guatemala.

Le 4 mai 1998, des milliers de travailleurs des bananeraies et leurs familles, ont bloqué durant seize heures l'autoroute Atlantique à Entre Rio, département d'Izabal. Cette action de masse était une réponse à la corruption de la cour de Puerto Barrios et à la mollesse du gouvernement dans la résolution du conflit de travail dans les plantations Arizona et Alabama. Les deux plantations, propriété d'un ex-officier de l'armée guatémaltèque, produisent exclusivement pour COBIGUA, une compagnie guatémaltèque qui vend ses produits à Chiquita Brands International, basée à Cincinnati.

La bataille juridique des travailleurs avait débuté le 9 février, quand 21 travailleurs des deux plantations avaient soumis une injonction à la cour signifiant leur intention de mettre sur pied un syndicat. Ce procédé légal aurait normalement protégé les travailleurs contre des représailles de la part de l'employeur. Mais rien n'en fut, ces 21 travailleurs furent congédiés trois jours plus tard et on avisa le reste des travailleurs que s'ils voulaient avoir du travail ils devaient signer une feuille blanche ou une déclaration antisyndicale. Devant leur refus, les travailleurs ont été congédiés et sont demeurés sur la plantation sans travail, jusqu'à ce que Mitch les en chasse.

Plus tard, en février, lors d'un autre conflit sur les plantations La Mopa et El Panorama qui produisent pour Del Monte, les administrateurs ont encore violé impunément les lois du travail : les travailleurs ont déposé une injonction légale, à la suite de quoi ils ont été congédiés et la production s'est arrêtée.

À Alabama et Arizona, c'était la troisième tentative d'organisation syndicale; les deux autres ayant été sabotées par l'administration. Le dernier effort de syndicalisation était motivé par les différences de salaire et de conditions de travail entre Arizona-Alabama et les 11 plantations syndiquées de la région.

J'ai visité les plantations et parlé aux travailleurs en lock-out durant plusieurs jours en juillet. Le salaire minimum sur les deux plantations (avant plusieurs déductions) était de 24.25 Quetzals par jour (5.80\$CAN), soit 7Q. de moins que dans les autres plantations. Les heures de travail étaient extrêmement longues : de 5 h du matin à 6h du soir, 6 jours par semaine pour un salaire de 400 à 500 Q. pour deux semaines de travail. Les travailleuses à l'emballage sont principalement des mères célibataires, et plusieurs, en plus de travailler de 12 à 18 heures par jour dans la plantation, doivent aussi préparer les repas et entretenir la maison pour leurs enfants. Malgré le fait que leur journée de travail soit plus longue que celle des hommes aux champs, elles sont moins rémunérées : entre 280 et 380 Q. pour deux semaines. Les travailleuses subissent aussi du harcèlement sexuel. «Un jour, le chef de la plantation est venu me dire que si j'emballais 380 boîtes en huit heures, il me laisserait partir» déclare l'une d'elle, «alors j'ai fait 370 boîtes et quand je lui ai dit que je voulais partir, comme on avait convenu, il m'a dit que si j'enlevais mes pantalons pour quelques minutes il me laisserait un après-midi libre». Les femmes qui refusent les faveurs sexuelles des superviseurs sont menacées de perdre leur emploi.

Les conditions de vie sur les plantations sont devenues encore pires après le lock-out. Les travailleurs sont restés sur la plantation pour surveiller l'équipement de la compagnie -pour ne pas être accusés de l'avoir détruit- et pour éviter que d'autres travailleurs soient mis à leur place. Les gardes ont menacé de leurs fusils ceux qui essayaient d'emprunter le pont qui relie leur campement à la route principale. La situation était tendue et semblait sans issue. Après le blocage de l'autoroute, le gouvernement a nommé une commission de haut-niveau pour faire la médiation dans le conflit des plantations de Chiquita et de Del Monte. En juillet, toutefois, l'espoir d'une solution a été balayé lorsque la direction a refusé une offre d'entente. Sur les plantations Alabama et Arizona, les 160 syndiqués et leurs familles (dont 60 enfants) continuaient à vivre sans les ser-

vices normalement fournis par la compagnie : les enfants ont manqué une année d'école, il y avait peu ou pas d'électricité, et tout le monde buvait l'eau brune du sol.

À cause de la similitude du conflit du Guatemala avec d'autres au Panama et au Costa Rica, la Coordination des travailleurs de bananes d'Amérique latine (COLSIBA) a demandé en juillet une rencontre avec le président de la Chiquita Banana Group, Robert Kisting. Après trois demandes restées sans réponse, une campagne internationale était lancée le 10 septembre, pour obliger Chiquita à rencontrer ses travailleurs. Cette demande faisait partie d'une stratégie plus large pour obliger la compagnie Chiquita à assumer ses responsabilités vis-à-vis les conditions de travail et le respect des droits de ses travailleurs sur toutes les plantations qui produisent pour elle. Chiquita a accepté la rencontre qui est prévue pour ce mois-ci au Guatemala.

Cet article aurait pu se terminer ici si je l'avais écrit une semaine plus tôt. Aujourd'hui, suite à la pire catastrophe naturelle qu'ait connue l'Amérique centrale depuis 200 ans, les priorités des travailleurs des bananeraies et des multinationales bananières ont radicalement changé. Entre le 30 octobre et le 3 novembre, la tempête tropicale Mitch a balayé l'Amérique centrale causant plus de 10 000 morts (30 000 n.d.t.) déplaçant des centaines de milliers de personnes et inondant la plupart des zones bananières du Honduras et du Guatemala. Chiquita a annoncé que ses pertes s'élevaient à 50 millions \$US seulement au Honduras, et qu'il n'y aurait pas de production de banane dans la région pour le reste de '98 et une partie de '99. Dans le chaos généré par la catastrophe, il est à craindre que Chiquita tire profit de la situation en réinstallant sa production dans des zones non-syndiquées ou en négligeant des conflits comme celui des plantations Alabama et Arizona.

Dans l'environnement immédiat des plantations, où les patrons ne contrôlent pas seulement le travail mais aussi les infrastructures communautaires et le logement, les travailleurs et le mouvement de solidarité doivent s'organiser pour offrir une réponse efficace à la crise. L'appel pour responsabiliser Chiquita face à ses travailleurs est plus urgent que jamais. Pour de plus amples informations sur la campagne, contactez le bureau national de NISGUA, <nisgua@igc.org> ou US/Guatemalan Labor Education Project, <usglep@igc.org>, P.O. Box 268-290, Chicago, IL, 60626.

Marion a travaillé avec US-GLEP au Guatemala depuis avril. Originnaire de Toronto, elle a organisé une campagne anti-Nike efficace à l'Université de la Caroline du Nord où elle poursuit ses études.

LE CAS XAMAN

par Lisa Roberts

«La Mission tire la conclusion que des membres d'une patrouille militaire composée de 26 soldats...dirigés par un lieutenant de l'armée, ont sérieusement violé le droit à la vie, en ouvrant le feu intentionnellement sur des membres de la communauté Aurora 8 de Octubre, causant ainsi la mort de onze personnes -dont deux enfants- et en blessant 30 autres.»

MINUGUA, 10 octobre 1998

Ce fut, tel que l'a mentionné MINUGUA, l'événement le plus douloureux du processus de retour. Le massacre de onze personnes dans la communauté de réfugiés retournés de Xaman, a ravivé la douleur et la peine chez les réfugiés, qui avaient fui la violence, la douleur et la peine 15 ans plus tôt. En retournant à Xaman, Alta Verapaz en 1995, ces personnes avaient choisi d'affronter les souvenirs et la peur. Alors que la communauté célébrait le premier anniversaire de son retour, l'armée guatémaltèque est réapparue avec une violence rappelant la campagne des terres brûlées des années '80.

Le 5 octobre 1998, les familles des victimes ont commémoré le troisième anniversaire du massacre et ont souligné que le cas est actuellement dans un marasme. En avril dernier, après des années de délais dus aux entraves des avocats de l'armée, le procès a finalement commencé à la cour de Coban. Mais cette fois-ci, c'était au tour de la partie plaignante -en l'occurrence Rigoberta Menchu- de porter plainte contre le tribunal, composé de trois juges.

Les juges ont démontré leur parti-pris pour la défense en refusant d'accepter les rapports de MINUGUA et de l'HICNUR. Le rapport de MINUGUA fait état que des représentants de la Mission ont inopinément rencontré la patrouille de l'armée, moins d'une heure après le massacre, alors qu'elle rentrait à la base de Rubelsanto. Le rapport de l'HICNUR, pour sa part, présente le contexte historique des rapports entre l'armée et les réfugiés.

Des observateurs internationaux ont interprété ces décisions comme un refus, de la part du tribunal et de la défense, de l'intérêt et de la présence internationale dans le cas. «Ils veulent que ça reste une affaire nationale» a dit un accompagnateur des Brigades de paix internationales.

D'un autre côté, le tribunal a accepté le rapport d'un psychologue qui tente de justifier le meurtre d'un enfant, alors que la patrouille se retirait de la communauté après le massacre.

Au début du mois d'octobre, le dernier juge était nommé pour compléter le nouveau tribunal, et on pouvait croire que le procès recommencerait vers la fin octobre. Mais le 15 octobre, le procureur de la République (enquêteur du ministère de la Justice) responsable du cas, remettait sa démission. Carlos Contreras Valenzuela travaillait sur le cas depuis le 25 octobre 1995. Il entretenait de bons rapports avec l'avocat de la Fondation Rigoberta Menchu, et avait démontré respect et préoccupation envers les témoins et les victimes du massacre. Contreras a dit qu'il démissionnait à cause du manque de coopération de son ministère, et parce qu'il lui avait été impossible d'avoir un entretien sur cette question. «C'est avec regret pour les victimes que j'abandonne le cas (...) elles ont le droit de faire valoir leurs droits en cour». Il a aussi ajouté : «Mais je regrette davantage les politiques du ministère de la Justice dans plusieurs cas sociaux d'importance qui sont demeurés impunis; c'est dommage pour mon pays, le Guatemala, qui a aussi le droit de voir l'attitude du gouvernement changer afin de (...) punir les violations de droits humains.» Le 30 octobre, Contreras annonçait que lui et sa famille prendraient la route de l'exil. Il a ajouté qu'il avait été arrêté et harcelé par une patrouille militaire à l'extérieur de Coban, quelques jours auparavant. Il dénonçait aussi le fait que les avocats des militaires aient tenté

«d'acheter» le silence de 18 témoins en leur offrant une finca par l'entremise de FONAPAZ. Contreras avait accumulé plus de sept mille dossiers relatifs à ce cas, avant de partir pour l'Europe le 3 novembre dernier.

Un nouvel enquêteur a été nommé à la fin octobre. On s'attend à ce que le procès reprenne au début de 1999. Les organisations internationales d'accompagnement coordonneront leurs efforts pour accompagner la communauté Xaman et la trentaine de témoins qui feront leurs déclarations à la cour de Coban.

Les groupes de défense des droits humains nationaux et internationaux demandent au gouvernement, incluant le ministère de la Justice, de résoudre le cas Xaman ainsi que d'autres cas importants de violation des droits humains : Myrna Mack, l'évêque Juan Gerardi, Jorge Carpio, et autres. Répondant aux critiques d'Amnistie internationale, le président Arzú a déclaré que l'impunité n'existait pas au Guatemala.

«Il est recommandé que les églises, les organismes d'aide humanitaire, de développement et les groupes de solidarité continuent d'attirer l'attention de leurs gouvernements sur les liens entre l'aide et le respect des droits humains. Il peut s'agir de propositions précises pour conditionner l'aide, mais c'est aussi très important de toucher le vif du sujet : la véritable utilité de l'aide. Car ici au Guatemala, comme à plusieurs endroits aujourd'hui dans le monde, nous travaillons à déterminer si le respect des droits humains occupe réellement une place centrale dans l'évolution de la communauté humaine ou s'il s'agit simplement d'un sous-thème qu'il est occasionnellement avantageux de considérer sans toutefois l'associer directement au vrai agenda, celui de la libéralisation des marchés.» WCC/GRICAR rapport spécial sur le cas Gerardi, 17 octobre 1998.



photo: Catherine Mason

ÉMISSIONS DE RADIO COMMUNAUTAIRES À Écouter!

CIBL-FM (101,5)

Jusqu'ici tout va bien
Satire dans le tas
avec J.Élie, C. Rioux, E. Pagé
Vendredi 9-10h

Le monde ce midi
Tour d'horizon de l'actualité
Dimanche 12-13h

CINQ-FM (102,3)

Planète internationale
CINQ-FM (102,3)
Vendredi 16-17h

Les émissions en espagnol
à Radio-Centre Ville
CINQ-FM (102,3)
En général, de 9h à 10:30h, du lundi
au samedi

©KUT 90.3 FM RADIO MCGILL

Escuchando a America Latina
– Listening to latin America
Vendredi 19-20h

Native Solidarity News
– *Nouvelles des Premières Nations*
Mardi 18-19h

Latin Music Mondays
Lundi 9-11:15 am

Ressources internet sur le Guatemala

Quelques ressources pour les fans du net.

- Listes électroniques **GRALINFO NET** et "**RUMBOS**"
Web Annuaire des Latinoamericanistes Europeens :
<http://www.univ-tlse2.fr/amlat/annu/anreuro.htm>
Web CEISAL : <http://www.univ-tlse2.fr/amlat/ceisal>

- **Guatemalan Scholars Network**
<http://www.vanderbilt.edu/AnS/Anthro/GSN/>

- **Page du Centro de Estudios de Guatemala**
(actualités) <http://www.c.net.gt/ceg>

- **ODHA/REMHI** (Bureau des droits humains de
l'archevêché de Guatemala - REMHI)
<http://www.guateconnect.com/odhagua/>

- **DERECHOS**
<http://www.derechos.org/nizkor/guatemala/index.html>

- **Page du NISGUA**
<http://www.scruz.net/~goyo/nisgua/home.html>

- **Brigades de paix Guatemala**
<http://www.igc.apc.org/pbi/guatemala-e.html>

- **C.E.H. (Commission d'éclaircissement historique)**
<http://www.infovia.com.gt/ceh-unops>

GUATEMALA

**Un petit livre de 60
pages écrit par la
cinéaste Mary-
Ellen Davis, sur
l'histoire et la
situation actuelle
au Guatemala.**

**En vente au
Projet
Accompagnement
Québec-
Guatemala et
dans toutes les
bonnes librairies!**

8 \$

PETITE HISTOIRE DE GRANDS DÉBATS

Le comité Avenir se penche sur le futur du PAQG

par Roberto Nieto

Le comité avenir avance à pas feutrés, par de longues et tortilleuses discussions qui bien souvent laissent croire que le consensus sera difficile, si nous l'atteignons. Au cours des dernières semaines, un peu plus de dix membres du PA se sont rencontrés trois fois pour discuter de certains points d'orientation pour l'Avenir (avec un grand A).

Où en sommes-nous ?

Premièrement il faut dire que depuis plus d'un an, voire deux, déjà, le PAQG, conjointement avec le réseau national du PA menait ce débat, à savoir : que ferons-nous lorsque le dernier retour sera accompli, lorsque nous n'aurons plus de mandat légal? Le réseau national a décidé de laisser à chacun l'initiative de ses projets

futurs, que ce soit au Chiapas ou ailleurs, mais au Québec nous avons décidé de rester tels que nous l'étions, et de poursuivre notre travail de solidarité. Évidemment, il faut préciser qu'au cours de la dernière année le futur du PA ne faisait partie d'un débat qu'au niveau national. Nous n'avons jamais lancé un appel à tous comme nous l'avons fait dernièrement pour questionner véritablement notre mandat. Les décisions du comité de coordination s'orientaient généralement vers une poursuite de notre présence au Guatemala sous une forme ou sous une autre. Quoiqu'il en soit, au cours de la dernière année, il semble que jamais le PAQG n'ait remis en question son idée d'être présent au Guatemala, sauf si, pour des motifs financiers, la possibilité de maintenir une structure de fonctionnement

disparaissait.

Bref, nous avons maintenu un discours avec le réseau national jusqu'au jour où le Canada anglais a décidé de se séparer du Québec. Le moment est alors venu de décider par nous-mêmes ce que nous allions faire. Tâche difficile puisqu'il semble souvent que tout doit être remis en question. Les débats du comité avenir sont parfois difficiles à limiter et à cerner parce que ce n'est pas que l'accompagnement qui est remis en question, mais bien tout ce que signifie la solidarité dans le contexte actuel.

Pour résumer une partie des discussions que nous avons eues à ce jour, disons que les points de vues de chacun concordent plus au niveau de l'action locale, notre mandat d'éducation et de sensibilisation.

suite p.13 >>

ANNONCES - - ANNONCES

Campagne d'urgence en faveur des victimes de l'ouragan Mitch

Développement et paix et l'Assemblée des évêques du Québec, ont lancé au début du mois de novembre, un appel urgent afin de venir en aide aux victimes de l'ouragan Mitch au Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador.

Les fonds recueillis procureront d'abord aux victimes des abris temporaires, de l'eau potable, de la nourriture et des médicaments. À plus long terme, Développement et paix, qui est présent en Amérique centrale depuis plus de 30 ans, entend appuyer les initiatives de reconstruction qui seront proposées par les organisations locales.

Les dons peuvent être acheminés directement à Développement et paix, 5633 rue Sherbrooke Est, Montréal, Qc, H1N 1A3. On peut téléphoner au 1-888-234-8533. Les dons doivent être libellés : Développement et paix - ouragan Mitch.

Pour les personnes qui voudraient aider plus précisément les victimes de Mitch au Guatemala, il faut spécifier Guatemala sur votre don. Nous avons communiqué avec les responsables de la campagne à Développement et paix, qui nous ont donné l'assurance que les fonds recueillis ne seraient pas remis aux gouvernements mais que la priorité de D & P est d'aider directement les organisations sociales, de préférence celles avec qui l'organisme a déjà eu une collaboration. Concernant le Guatemala précisément l'aide ne sera pas remise aux groupes de l'église catholique, D & P ayant déjà des organismes partenaires de confiance dans le pays : CERCATE (qui travaille avec les populations déplacées), UNSITRAGUA (secteur syndical), et INCIDE.

Prochain bulletin

La date de tombée pour le prochain bulletin est le 9 janvier.

Prochaines assemblées du PAQG

Samedi le 12 décembre

Samedi le 16 janvier

Les assemblées mensuelles des membres ont lieu de 13 à 16 h au 420 St-Paul Est, #316. La dynamique du brunch-potluck s'étant avérée agréable (c'est toujours plus intéressant d'écouter la bouche pleine) nous vous invitons à venir partager avec les autres membres, un repas-rencontre solidaire sur le Guatemala! (chacunE apporte ses nouvelles et un petit quelque chose à bouffer).

Prochaines réunions du comité de coordination

Jeudi le 26 novembre à 15 h

Jeudi le 10 décembre à 15 h

Avec un peu de chance on aura ensuite des vacances jusqu'au début janvier.

Même si nous n'avons pas été des plus actifs à ce niveau là (pas en comparaison avec, par exemple, ASEED qui est presque entièrement orienté vers la sensibilisation), tous semblent d'accord pour que ce soit un comité de première ligne. La tournée d'octobre sur la Côte Nord du Québec est à souligner, mais c'est un projet exceptionnel qui n'est pas nécessairement représentatif de nos actions jusqu'à présent. Par ailleurs, nous sommes tous d'accord non seulement sur un accroissement des activités locales, mais aussi sur l'importance de créer des liens avec des groupes des deux pays. Cependant, il n'y a aucune cohésion au niveau du groupe à propos de notre présence physique au Sud (je laisse tomber le terme trop litigieux d'accompagnement).

L'accompagnement?

Le comité, avant d'arriver à faire des propositions claires, devra atteindre une forme de consensus -me semble-t-il-, mais il est d'ores et déjà évident que les positions de chacun ne peuvent à ce point-ci des discussions en arriver à un accord. Pour certains, la présence physique n'est plus une nécessité et sous forme d'accompagnement (tel que nous l'avons défini jusqu'à présent, c'est-à-dire comme présence sécurisante, comme membre d'un groupe de solidarité appartenant à un réseau avec liens d'urgence au cas où, comme observateur des droits humains, etc.) il n'y a plus de raison d'être au Guatemala. Peut être devrions-nous simplement redéfinir l'accompagnement?

Rayer l'accompagnement dans toutes ses composantes veut dire rebâtir une nouvelles bases d'opérations : revoir tout ce que nous faisons et faire les liens nécessaires entre notre travail ici et celui que nous voulons faire là-bas. Une question fondamentale se pose : voulons-nous que l'épine dorsale de notre groupe soit fondée principalement sur l'éducation et la sensibilisation que nous faisons ici ? En fonction de quoi, notre présence au Guatemala vient compléter notre effort ici. Personne ne possède le monopole de la raison au PA, mais l'analyse de la réalité de ce qu'est le PA, tel que nous l'avons fait au comité avenir ressemble à l'ouverture d'une plaie que personne n'a voulu voir, ou du moins, c'est un patient dont le corps est gangrené : il faudra le suivre de près pour être sûr qu'il reprendra toutes ses énergies.

Qu'est-ce que le PAQG?

L'existence du PAQG se base sur l'édification d'un groupe de solidarité pour répondre à la demande des réfugiés

organisés. En fonction de cette donne, le groupe s'est formé alentour de certains appels qui nous ont été lancés par des organisations précises. Nous avons travaillé dans un cadre légal bien défini. Nous avons envoyé des accompagnateurs dans un cadre d'urgence (qui semble souvent être un élément fondamental pour les groupes de solidarité). Tous cela pour conclure que le PAQG aujourd'hui fonctionne comme réponse à un problème auquel les autres n'ont pas fait écho : le moteur c'est notre action au Guatemala. Il faut donc redéfinir nos liens ici et là-bas, en créer des nouveaux dans les deux pays, mais si nous voulons concrétiser nos décisions, nous devons assurer un futur avec des bases solides. La grande question est probablement surtout : qu'est-ce que la solidarité ?

Premiers pas vers le «futur»?

L'idée d'envoyer une lettre et de faire parvenir un message à de nouveaux groupes a été acceptée par tous, mais encore faut-il s'entendre sur le contenu exact et trouver des moyens de faire parvenir cette « lettre de solidarité » (qui n'est ni une demande, ni une offre sûre). Heureusement, des émissaires s'en vont au Guatemala ne serait-ce que pour contacter quelques groupes et leur remettre la lettre avec explications. Nous utiliserons toutes les ressources dont nous pouvons faire usage pour contacter des groupes guatémaltèques pour leur montrer que nous continuons d'exister. Ce processus se fera pas à pas, plus ces pas seront fermes, mieux vaudra.

Au cours des dernières semaines plusieurs demandes d'accompagnement nous sont parvenues ceci sans qu'aucune lettre n'ait été envoyée, et nous avons déjà pris des décisions qui pourraient bien nous permettre de clarifier nos orientations futures. Accompagnement d'exhumations, de témoins de procès; ces préoccupations

nous sont proches.

Mary Ellen Davis, réalisatrice du «Songe du diable» et de «Terre sacrée», a demandé au PAQG de l'appuyer dans sa démarche en vue de son prochain film qui portera notamment sur une exhumation dans la communauté de Petanac, rasée par l'armée en 1982. Ce cas est particulier puisque nous le connaissons bien, tout comme nous connaissons un des seuls survivants de ce massacre. Il s'agit d'un cas particulier, mais, pour le moment, il semble que ce soit surtout par l'analyse de cas ponctuels que nous définissons notre travail. Évidemment ceci sous-entend que nous enverrons des accompagnateurs autonomes bien informés qui ont déjà une expérience dans le domaine de la solidarité. La perte de la coordination du PA au Sud paraît inéluctable pour le moment.

Ce qui se pointe à l'horizon, dans la mesure où l'idée de poursuivre une forme d'accompagnement est acceptée, c'est l'établissement de liens à court terme avec des groupes précis avec lesquels nous avons la certitude de pouvoir travailler. Pendant ce temps-là, le comité éducation tentera de nouer des liens au Nord, mais il faudra une nouvelle vague d'énergie et d'implication pour continuer le travail à long terme. Peut être qu'à long terme des liens se concrétiseront afin que nous puissions poursuivre l'envoi d'accompagnateurs.

Qui sait comment le PAQG va poursuivre ses activités ? Il est clair que pour la plupart d'entre nous le PAQG est une organisation qui devrait continuer son travail, surtout ici. Peut être que la seule réponse satisfaisante sera de dire que nous appuyons des projets s'ils sont en accord avec notre orientation, et donc que tous peuvent collaborer et recevoir notre appui s'il le désirent? A chacun ses projets et sa vision de la solidarité...

À DÉBATTRE!



photo: Catherine Mason

ANNONCES ANNONCES

Les comités du PAQG

C'est le moment de reconstituer les comités de travail pour l'année 1998-99.

-Comité finances: organisation d'une soirée de solidarité, campagne de financement, projets d'avenir...

-Comité éducation : sensibiliser la population québécoise à la nouvelle réalité guatémaltèque par le biais de soirées d'information ou d'activités diverses, promotion du travail du PAQG, fabrication d'un poster promotionnel, etc...

-Comité d'actions urgentes : traduire, rédiger, distribuer les actions urgentes qui arrivent toujours quand on s'y attend le moins!

-Comité bulletin : rédaction des nouvelles du sud, mise en page, articles de fond sur la situation sociale, politique, économique du Guatemala.

-Comité avenir du PA: un comité spécial sera chargé de réfléchir aux possibilités d'avenir pour le PAQG et de faire des propositions à l'assemblée des membres.

Alors on a besoin de rassembler tout notre petit monde, de trouver des nouvelles énergies, parce qu'il y a une tonne de défis à relever au PAQG cette année!!!

Si tu as un peu de temps, joins-toi à une de ces équipes en appelant au 840-1008 ou en assistant aux assemblées mensuelles des membres.

Prochaines assemblées mensuelles des membres

Les AMM ont lieu un samedi de chaque mois, et se tiennent au 420 St-Paul Est, (2e ou 3e étage) de 13 à 16h.

Voici les dates des prochaines assemblées:

Samedi 17 octobre
Samedi 14 novembre
Samedi 12 décembre

Soyez des nôtres!

Mort suspecte d'un député
Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le député indépendant Hector Klee a trouvé la mort le 16 septembre dans des circonstances douteuses. Selon les sources officielles, il se serait suicidé : on aurait en effet retrouvé dans la poche de son manteau une lettre adressée au gouvernement expliquant son geste. Sa famille n'a toutefois pas eu connaissance de cette lettre. Hector Klee était un des quatre députés indépendants de la chambre. Il avait déjà accusé l'État major de l'armée de pratiquer l'espionnage téléphonique et faisait partie de deux commissions chargées d'enquêter sur le président Arzu. Il enquêtait aussi sur l'utilisation et la répartition des fonds sociaux. (à suivre)...

Ce bulletin d'information a comme objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que sur les activités organisées par le Projet Accompagnement. Vous êtes intéressés? Contactez nous au 840-1008

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Lisa Roberts
Caleli
Isabelle Gauthier
Nathalie Brière
le ordinateur de Bismark Villacres

Projet Accompagnement Québec-Guatemala



420, rue St-Paul Est
Bureau 316
Montréal, Qué.
H2Y 1H4
Tel : (514) 840-1008
Fax : (514) 840-1185
Courriel: paqando@web.net

un réseau d'organismes canadiens qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnateurs internationaux pour leur pays. Le Projet Accompagnement a donc pour but de former des bénévoles et de sensibiliser la population à la cause des réfugiés guatémaltèques.

IXQUIC EN TOURNÉE AU NITASSINAN

C'est avec l'hiver à leurs trousses que Mateo Pablo, Caleli Castillo, Johanne Nadeau, Martin Boileau et Marc Drouin ont parcouru 3700 kilomètres dans la région de la Côte-Nord, au pays des Innus, pour parler du Guatemala et présenter la pièce théâtrale *Ixquic: l'histoire se répète*. Du 12 au 28 octobre dernier, nos troubadours de la solidarité ont traversé rivières et forêts le long de ce merveilleux littoral ancestral pour séjourner dans cinq communautés innues, en plus de visiter les polyvalentes et cégeps de Sept-Îles et de Baie-Comeau. En plus de ces deux centres urbains, la troupe a visité Betsiamites, Mani-Utenam, Mingan, Natashquan et Uashat et a été chaleureusement accueillie partout sur son passage.

La Troupe Caleli a animé les enfants de la pré-maternelle, de la maternelle et du primaire

alors que nos trois comédiennes (Caleli, Martin et Johanne) ont présenté *Ixquic* à onze reprises devant un public adolescent et adulte. Plusieurs conférences ont été données sur les thèmes des droits de la personne, du Projet Accompagnement et de l'histoire récente du Guatemala. En tout, 1300 personnes ont été rejointes en seize jours de tournée, autant de personnes, on le souhaite, qui sont aujourd'hui un peu mieux renseignées sur le Guatemala, la solidarité et notre travail auprès des réfugiés.

Nous profitons de ces quelques lignes pour remercier tous ceux et toutes celles qui ont facilité notre séjour, qui nous ont si vivement accueillis à bras ouverts et amicalement hébergés.

*Tshi nashkumitin
et à la prochaine!*



Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif principal de vous informer de tout ce qui a trait à la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi qu'aux activités organisées par le Projet Accompagnement. Toute personne intéressée à y participer peut nous contacter au 840-1008.

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Textes :
Sébastien Bois, Marie-Hélène Côté, Marc Drouin, Isabelle Gauthier, Roberto Nieto, Lisa Roberts, Marion Traub-Werner

Mise en page :
Caleli Castillo, Roberto Nieto, Bismarck Villacres

Révision :
Isabelle Gauthier, Roberto Nieto

Traduction:
Isabelle Gauthier

Photos :
Nathalie Aubut, Catherine Mason

Projet Accompagnement Québec-Guatemala

420 St-Paul Est, bureau 316
Montréal, Qc, H2Y 1H4
Tel : (514) 840-1008
Fax : (514) 840-1185
Courriel : paqando@web.net

Le Projet Accompagnement est un groupe de solidarité qui offre un appui communautaire aux réfugiés guatémaltèques qui participent au retour organisé, collectif et volontaire dans leur pays d'origine, après 15 ans d'exil au Mexique.

Le travail du PAQG comprend 4 volets :

- 1- Action urgente
- 2- Sensibilisation et éducation
- 3- Accompagnement physique
- 4- Pression politique

Oui je m'abonne au bulletin du PAQG!

Nom :

Adresse :

Ville :

Code Postal :

Abonnement (6 numéros par année)

10\$ membre bénévole, étudiantE, sans-emploi

20\$ membre solidaire

Tel : 840-1008, libellez vos chèques au nom de PAQG

